

Association communautaire de Glenmount
Glenmount Community Association

Mise à jour du 17 juillet 2004

July 17th 2004 update

Francine Brodeur & Patrick Hamel

(English follows)

Comme prévu, l'association communautaire de Glenmount a rencontré le ministre Philippe Couillard, député de Mont-Royal, le lundi 12 juillet. Était aussi présent son conseiller politique, M. Constant Di Girolamo.

Nous lui avons alors mentionné tous les avantages que nous avons ou allions gagner avec la fusion municipale et que nous perdrons : déneigement, nettoyage des rues, règles de stationnement et de sécurité, réparation et investissement pour les infrastructures, accès aux services municipaux, numéros de porte qui se suivent. Nous lui avons rappelé à quel point les services de Côte-des-Neiges pouvaient être éloignés : distance nécessitant l'automobile, train pouvant empêcher la communication, absence de stationnement.

Nous lui avons rappelé les taxes très élevées de Glenmount par rapport au manque important de services, particulièrement pendant les 2,5 années de transition que nous venons de passer et pour l'année et demi (et plus) à venir.

Nous avons aussi repris l'article de l'Express de Mont-Royal du 8 juillet 2004, particulièrement là où l'attaché de presse du ministre Fournier, M. Stéphane Gosselin, mentionnait à la journaliste, Mme Marilaine Bolduc-Jacob, qu'il n'était pas question pour Glenmount de rejoindre Mont-Royal. M. Gosselin indiquait alors qu'il en serait de même pour le secteur des Bocages à St-Augustin (ville de Québec). M. Couillard a bien reconnu que notre situation n'était pas du tout la même que pour ce dernier secteur. Par ailleurs, nous avons expliqué à notre député que la phrase citée par M. Gosselin, « La consultation a été faite. Les gens ont eu la possibilité de faire des choix et il n'y aura pas d'autres choix offerts (...) », avait bien insulté les citoyens de Glenmount pour qui il y a eu un manque de démocratie flagrant alors que nous n'avons jamais été consultés.

Le ministre Couillard s'est montré très réceptif à nos problèmes et a tenté de vérifier jusqu'où nous serions prêts à nous rendre pour obtenir l'annexion à Mont-Royal. Il nous a indiqué qu'il se ferait bon représentant de notre secteur face au ministre Fournier, à la mairesse Caron et au maire Tremblay. Il se montrait toutefois inquiet face au fait que Glenmount n'a pas de statut juridique présentement.

Nous lui avons finalement rappelé que l'annexion à Mont-Royal restait de loin la conduite la plus logique, mais que si elle était refusée, il faudrait s'assurer d'une représentation beaucoup plus équitable, voire légale, de Glenmount face à la grande ville.

Pendant la soirée avait lieu la réunion mensuelle du conseil d'arrondissement de Mont-Royal. Dans son rapport, la mairesse Suzanne Caron a donné une large place à la situation de Glenmount. Les élus de Mont-Royal en avaient d'ailleurs discuté au cours de la matinée. Ceux-ci se montrent maintenant intéressés à étudier la possibilité d'annexion de Glenmount à Mont-Royal. Avant tout, la mairesse tient à vérifier ce que cette annexion impliquerait particulièrement quant au coût de réparation des infrastructures mal entretenues jusqu'à présent, ainsi que face à la dette que doivent payer les citoyens du secteur pour l'ancienne ville de Montréal.

Fait intéressant, le rapport de la mairesse a aussi porté sur le nouveau comité de transition qui veillera à la bonne démarche quant à la défusion des anciennes municipalités. Était présente une des responsables de ce comité, Mme Lise Lachapelle. Nous espérons bien avoir notre voix sur ce comité, puisque Glenmount est dans une situation unique au Québec. Ainsi, bien que la loi 9 indique que Mont-Royal doit redevenir ce qu'elle était territorialement avant la fusion, rien ne semble stipuler ce que doit devenir un territoire tel que Glenmount, l'ancienne ville de Montréal n'existant plus.

As first intended, the association met with minister Philippe Couillard, member of the national assembly for Mount Royal, on Monday July 12th 2004. Mr Constant Di Girolamo, political advisor for Mount Royal also attended.

We reminded Mr Couillard of all the benefits that we Glenmounters obtained or were going to obtain from the merger at that we will be losing: better snow removal, street cleaning, parking and security rules, infrastructure repair and investment, Mount Royal municipal service access, door numbers logically following Mount Royal's. We told him how far were Côte-des-Neiges services for us: car driving distance, no parking, train making it often impossible even to get across.

We reminded him how high taxes were in Glenmount especially facing the few good services we have. We also mentioned that this is a major problem since we have been in transition for the last 2.5 years and will still be for the next 1.5 year (and more).

We all had a look at a paper dated July 8th 2004 in l'Express de Mont-Royal, especially where Mr Stéphane Gosselin, press attaché of minister Fournier, told the journalist, Mrs Marilaine Bolduc-Jacob, that joining Mount Royal was out of question for Glenmount. Mr Gosselin said that it would be the same for the "Bocages" sector in St-Augustin (Quebec city). Mr Couillard recognized that our situation was not the same at all. We also explained that the following sentence from Mr Gosselin, "The consultation has been done. The people have had their chance to make choices and there won't be other choices to make (...)", came as an

insult to citizens of Glenmount who have never been asked anything, a major lack in democracy.

Minister Couillard was quite receptive and also tried to verify how far we would go to obtain our annexation to Mount Royal. He told us that he would represent us favourably in front of minister Fournier, borough mayor Caron and mayor Tremblay. He however was worried since Glenmount did not have a legal status.

We told him that our annexation to Mount Royal was by far the most logical solution, but if turned down, we would have to make sure to get a better representation of Glenmount in the merged city of Montreal.

Later that evening, there was the monthly Mount Royal borough council meeting. In her report, mayor Caron talked for a while about Glenmount. Mount Royal elected people even had a meeting on that morning where they talked about the sector. We were told about their interest in studying the possible annexation of Glenmount to Mount Royal. As a first step, mayor Caron wants to inquire about Glenmount infrastructure repair cost as well as what would happen with the former city of Montreal debt that the citizens of Glenmount have to pay.

Interestingly, there was also a part in Mrs Caron's report, discussing about the new transition committee that will oversee the demerger process for the former municipalities. Mrs Lise Lachapelle, one of the committee executive, attended the meeting. We hope we will have a representation on that committee since Glenmount has a unique situation in the province. Even though bill 9 says that Mount Royal must become what it used to be territorially speaking, no part of it seems to mention what an orphan territory such as Glenmount will become since the former city of Montreal does not exist anymore.